



Yémen

Stop à la condamnation à mort de 4 journalistes

Les syndicats français de journalistes SNJ, SNJ-CGT et CFDT-Journalistes, membres de la FIJ, appellent António Guterres, secrétaire général de l'Onu, Michelle Bachelet, Haut commissaire aux droits de l'Homme des Nations unies, ainsi les 27 dirigeants de l'UE - et en particulier la France - à empêcher l'exécution de quatre journalistes yéménites, condamnés à mort par les forces Houtis à Sanaa. L'urgence est absolue.

Nos quatre confrères condamnés à la peine capitale sont Abdulakhleq Amran, Akram Al-Waleedi, Hareth Humaid et Tawifq Al-Mansoori.

La population du Yémen doit faire face à une des pires catastrophes humanitaires, du fait de la guerre qui ravage ce pays et a causé des milliers de morts et de déplacés. La planète, elle, est confrontée à la gravissime pandémie de Covid-19. La décision de faire exécuter des journalistes au Yémen n'en est que plus révoltante et inconcevable.

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes apportent leur totale solidarité au syndicat des journalistes yéménites (YJS), qui lutte aux côtés de la FIJ pour stopper ce crime en préparation et faire libérer nos confrères emprisonnés, d'autant que le Covid-19 menace au Yémen comme ailleurs.

Cette condamnation à la peine capitale constitue une atteinte aux droits de l'Homme. Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes dénoncent également la torture, la détention arbitraire, le refus de soins et de visites des familles aux prisonniers, qui sont monnaie courante dans ce pays selon le YJS. Une fois encore, la liberté d'informer est visée par ces actes de répression féroce.

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes apportent leur solidarité à nos confrères et à leur famille. Ils appellent, avec le secrétaire général de la FIJ, Anthony Bellanger, à « la libération immédiate de tous les journalistes emprisonnés ».

SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes
Paris, le 15 avril 2020